



Deux ans après la mort de Samuel Paty, des hommages et des remous sur la laïcité

Paris, 13 oct. 2022 (AFP) -

Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, enseignants et élèves vont honorer la mémoire du professeur tué par un jeune homme radicalisé, dans un contexte de regain d'inquiétude sur le respect de la laïcité et de la loi interdisant les signes religieux à l'école.

Le 16 octobre 2020, Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie de 47 ans, était décapité près de son collège du Bois-d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), par un réfugié russe d'origine tchéchène de 18 ans qui lui reprochait d'avoir montré des caricatures de Mahomet à ses élèves.

Les juges d'instruction antiterroristes ont clôturé la semaine dernière leurs investigations.

L'événement avait suscité une émotion considérable dans tout le pays. Cette année, comme en octobre 2021, écoles, collèges et lycées sont invités par le ministère de l'Education à rendre hommage au professeur, vendredi ou lundi.

Ce temps "pourra prendre différentes formes (minute de silence, échange, séquence pédagogique) dont le contenu sera laissé au choix des équipes", indique le ministre de l'Education Pap Ndiaye dans un courrier envoyé la semaine dernière aux recteurs d'académie.

"Cet hommage à Samuel Paty suscite toujours beaucoup d'émotion pour les enseignants, certains d'entre eux ont encore des craintes à aborder cette thématique de la laïcité", déclare à l'AFP Didier Georges, du SNPDEN-Unsa, premier syndicat chez les chefs d'établissements.

Pap Ndiaye sera présent à la Sorbonne samedi après-midi aux côtés de Mickaëlle Paty, soeur de l'enseignant, pour la remise du premier prix Samuel Paty, organisé par l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG).

Les classes de collège étaient invitées à plancher sur le thème "Sommes-nous toujours libres de nous exprimer?".

Le lendemain, jour de l'anniversaire de la mort, un hommage aura lieu à 18H00 devant le collège où il exerçait, et une gerbe de fleurs sera déposée au square Samuel-Paty à Paris, face à la Sorbonne, inauguré en 2021.

Le parti d'Eric Zemmour, Reconquête, appelle à un rassemblement "contre l'offensive islamique à l'école" samedi matin, devant le même square, quelques heures avant la venue du ministre.

- Abayas et qamis -

Ces commémorations interviennent dans un contexte de nouveaux remous autour du respect de la laïcité à l'école.

Avant la rentrée de septembre, un service anti-radicalisation de l'Etat avait tiré la sonnette d'alarme: le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) avait accusé la "mouvance islamiste" de remettre "en cause le principe de laïcité à l'école" en s'appuyant sur les réseaux sociaux, notamment Twitter ou TikTok, pour encourager le port de vêtements marquant une appartenance religieuse.

Pap Ndiaye a indiqué que les remontées de terrain confirmaient "une hausse des signalements" depuis la rentrée pour "port de vêtements ou d'accessoires de nature religieuse", dont les abayas (tenues traditionnelles portées au-dessus d'autres vêtements pour les femmes) et les qamis (vêtement long pour les hommes).

Le ministre s'est engagé à la "transparence" sur ces questions et rendra publics jeudi les chiffres sur les atteintes à la laïcité en septembre. Ils seront désormais publiés tous les mois.

"La loi de 2004 est très claire. Elle interdit le port de vêtements, de signes religieux ostentatoires dans les enceintes scolaires. Cette loi doit être respectée. Je serai ferme et intransigeant là-dessus", a-t-il assuré mardi devant les députés.

Le port de tenues religieuses a été signalé dans "certaines académies" et une "réponse unifiée" doit "être apportée", indiquait mi-septembre le ministère dans une note aux recteurs.

Les personnels de direction du syndicat ID-FO ont de leur côté demandé des "directives claires" face à un problème qui "ne s'est pas atténué depuis la rentrée, bien au contraire".

Parmi les incidents recensés, un professeur d'un lycée de Thann (Haut-Rhin) a "subi des menaces de mort de la part de l'oncle d'une de ses élèves" début octobre après avoir "abordé en classe la liberté d'expression, les



PAYS :France
SURFACE :105 %
PERIODICITE :Quotidien



► 13 octobre 2022 - Edition Fil Gen

caricatures de Mahomet et Charlie Hebdo", selon une source judiciaire.

Le rectorat de Strasbourg a "fermement" condamné mercredi ces "intimidations et menaces".

Fin juin, le ministère avait dévoilé les chiffres sur les atteintes à la laïcité de décembre 2021 à mars 2022: des signalements "globalement stables" (627) mais une augmentation des conflits liés au port de tenues religieuses.
slb-asm-burs/fmp/elm

Afp le 13 oct. 22 à 04 00.

